

LOIS

Loi n° 814 du 24 janvier 1967 concernant les épaves maritimes.

RAINIER III
PAR LA GRACE DE DIEU
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Avons sanctionné et sanctionnons la Loi dont la teneur suit, que le Conseil National a adoptée dans sa séance du 21 décembre 1966.

ARTICLE PREMIER.

Quiconque procède à la découverte ou au sauvetage d'épaves maritimes est tenu de le déclarer, dans les vingt-quatre heures, au Service de la Marine. Le sauveteur est, en outre, tenu de remettre lesdites épaves à ce service ou, en cas d'impossibilité, de les tenir à la disposition de celui-ci.

DE MONACO

Journal de Monaco n° 5705

Vendredi 27 Janvier 1967

Il est immédiatement délivré récépissé de la déclaration ; le récépissé mentionne, outre les nom, prénoms et adresse du sauveteur, la date, l'heure et le lieu de sauvetage, ainsi que les caractéristiques essentielles des épaves.

ART. 2.

Toute épave peut être revendiquée auprès du Service de la Marine par le propriétaire ou ses ayants droit pendant un an et un jour à compter de la date de la déclaration à ce service.

Toutefois, l'épave sujette à détérioration ou de nature périssable peut être vendue sans délai par le Service du Domaine dans les formes déterminées à l'article 5 ; le produit de la vente est consigné comme prévu audit article.

La restitution en nature d'une épave ne peut être faite que sur justification des nom, prénoms, et adresse du propriétaire ou de ses ayants droit et production de toutes pièces ou renseignements permettant d'établir leurs droits sur l'épave ; le bénéficiaire est tenu de rembourser le montant de tous les frais et avances assumés par le Trésor ou éventuellement par l'inventeur.

ART. 3.

Le sauvetage de toute épave donne lieu, aussitôt la formalité de déclaration accomplie, à affichage au Service de la Marine et à insertion dans la presse avec mention du délai de revendication.

ART. 4.

Sous réserve des dispositions des articles 7 et 8, la remise d'épaves au Service de la Marine ouvre droit au profit du sauveteur à une rémunération égale au tiers de la valeur de l'épave ou de son produit brut.

La moitié de cette rémunération est payée, à titre d'avance, par le Trésor à la remise de l'épave et sur estimation de sa valeur arrêtée d'un commun accord par le Service de la Marine et celui du Domaine.

Quant au surplus, il est acquitté soit par le propriétaire ou ses ayants droit en cas de revendication, soit par le Trésor en cas de vente ; il est liquidé d'après l'estimation primitive dans le premier cas, d'après le produit brut de la vente dans le second. Toutefois, le sauveteur a la faculté de demander, de préférence à cette rémunération, le prix de son travail et le montant des frais de sauvetage par lui exposés ; dans ce cas, le total desdits prix et montant ne peut être supérieur au produit net de la vente.

ART. 5.

L'épave qui, à l'expiration du délai prévu à l'article 2, n'a pas fait l'objet d'une restitution en

nature à son propriétaire ou à ses ayants droit est vendue par le Service du Domaine soit de gré à gré, soit aux enchères publiques, selon l'espèce et la valeur présumée.

Le produit de la vente est, sous déduction des avances et frais de toute nature dus au Trésor, consigné à la Caisse des dépôts et consignations, où il demeure à la disposition du propriétaire ou de ses ayants droit pendant trois ans à compter de la consignation ; s'il n'a pas été réclamé à l'expiration de ce délai, il est acquis au Trésor.

ART. 6.

Sans préjudice des formalités de déclaration et de publicité ni du délai de revendication prévus aux articles précédents, toute épave maritime qui présente un intérêt archéologique, historique ou artistique appartient au domaine privé de l'Etat si le propriétaire ou ses ayants droit sont demeurés inconnus.

L'intérêt archéologique, historique ou artistique est, dès la déclaration de l'épave, apprécié par le Ministre d'Etat sur le rapport d'une personne désignée par arrêté ministériel en raison de sa compétence.

ART. 7.

S'il est découvert une épave maritime qui, par son importance, constitue un gisement archéologique, le Ministre d'Etat peut faire procéder à la récupération de cette épave soit directement, soit en passant un marché, par priorité, avec l'inventeur s'il présente capacités et garanties ou, à défaut, avec toute autre entreprise répondant à ces exigences.

La rémunération contractuelle des opérations de récupération effectuées par l'inventeur peut être fixée en fonction de la valeur des épaves estimée à l'amiable ou à dire d'expert.

ART. 8.

Le sauveteur d'une épave maritime qui présente un intérêt archéologique, historique ou artistique, ainsi que l'inventeur d'un gisement archéologique n'ayant pas obtenu de procéder à sa récupération ont droit à une indemnité fixée à l'amiable ou, faute d'accord, par le tribunal de première instance, au contradictoire du Service du Domaine. Cette indemnité sera calculée compte tenu de la valeur de l'épave, des frais exposés par l'inventeur, de l'habileté déployée et des risques encourus par lui.

Toutefois, la propriété d'une épave maritime isolée de la nature définie à l'alinéa ci-dessus, peut être remise au sauveteur par le Service du Domaine dûment autorisé à cet effet par arrêté ministériel pris après avis de la personne visée à l'article 6.

ART. 9.

Quiconque aura omis de faire la déclaration prescrite par l'article premier sera puni d'une amende de quarante-quatre à soixante francs ; le contrevenant perdra tous droits à l'indemnité de sauvetage. En cas de récidive, une peine de cinq jours d'emprisonnement pourra, en outre, être prononcée.

Si l'intention frauduleuse est établie, l'auteur de l'infraction sera puni des peines prévues par les alinéas 1 et 2 de l'article 399 du Code pénal.

Les épaves seront, le cas échéant, acquises à l'Etat.

ART. 10.

Sont et demeurent abrogées, les dispositions de l'article 33 de l'ordonnance du 2 juillet 1908, celles de la loi n° 12, du 19 décembre 1918, ainsi que toutes autres dispositions contraires à la présente loi.

La présente Loi est promulguée et sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Fait en Notre Palais à Monaco, le vingt-quatre janvier mil neuf cent soixante-sept.

RAINIER.

Par le Prince,

Le Ministre Plénipotentiaire

Secrétaire d'Etat :

P. NOGHÈS.